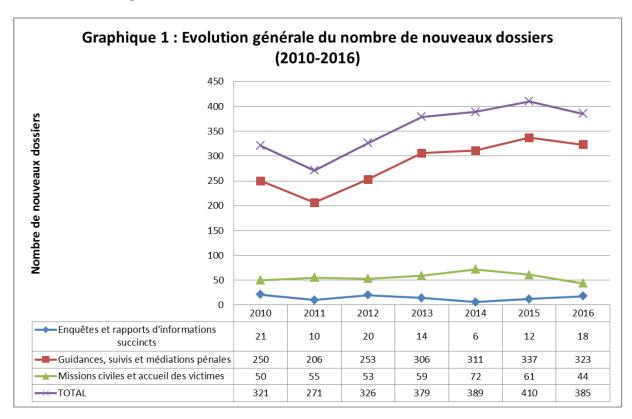
Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone Aperçu chiffré

Ce document présente de manière synthétique l'évolution statistique des missions assurées par le Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone en 2016.

1. Evolution générale du nombre de dossiers



Comme l'illustre le graphique n° 1, le total des dossiers traités par le Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone connait une progression globale sur l'ensemble de la période avec, toutefois, une légère diminution en 2011 et en 2016.

Les missions de guidance, suivi et de médiation pénale, qui représentent le plus de nouveaux dossiers cette année, connaissent, quant à elles, une progression continue depuis 2011, à l'exception d'une très légère diminution en 2016.

Les missions civiles et l'accueil des victimes ont connu dans l'ensemble une importante variabilité depuis 2010.

Enfin, avec 18 nouveaux dossiers reçus, les enquêtes et rapports d'informations succincts (RIS) restent largement minoritaires.

2. Missions pénales

En 2016, les missions pénales constituent 84% des nouveaux dossiers. Dans cette matière, une autorité mandante (comme par exemple le tribunal d'application des peines, le juge d'instruction, le procureur du Roi, le directeur de prison, etc.) confie un mandat au Département Maison de Justice.

Au sein des missions pénales on distingue deux catégories : d'une part, les rapports d'enquêtes sociales et rapports d'informations succincts et d'autre part, la guidance, le suivi et la médiation pénale.

2.1 Enquêtes sociales et rapports d'informations succincts

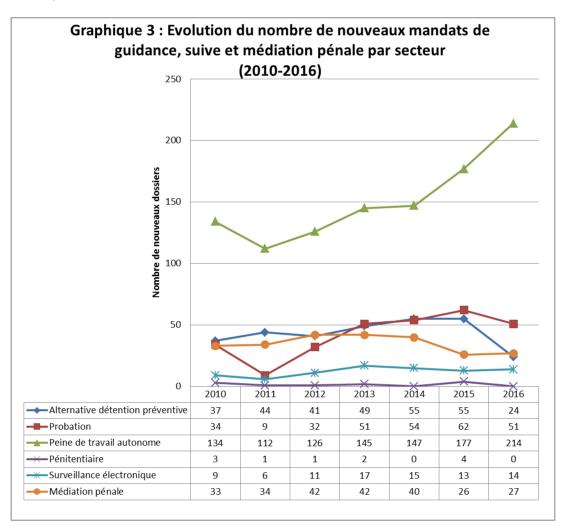
On constate d'importantes fluctuations d'une année à l'autre concernant le nombre total de nouveaux mandats d'enquêtes sociales et de rapports d'informations succincts. Ainsi, il passe de 6 en 2014 à 12 en 2015, puis 18 en 2016. Il était de 21 en 2010. Essayer de dégager des tendances de fond reste peu significatif sur base de chiffres limités.

A noter que les enquêtes en surveillance électronique ont complètement disparu entre 2013 et 2015, suite aux décisions politiques prises dans cette matière, avant de réapparaître en 2016.

En 2016, le secteur pénitentiaire et la surveillance électronique représentent la majorité des mandats. En 2015, les deux secteurs les plus représentés dans les enquêtes et RIS étaient le secteur pénitentiaire et l'alternative à la détention préventive.

2.2 Guidance, suivi et médiation pénale

Évolution générale et par secteur du nombre de mandats de guidance, suivi et médiation pénale (2010-2016)



Avec 330 nouveaux dossiers cette année contre 337 en 2015, les mandats de guidance, suivi et médiation pénale ont connu une très légère diminution.

Les peines de travail autonomes, qui connaissent à nouveau une belle progression, ont augmenté de 22% entre 2013 et 2015, atteignant en 2015 un record, de nouveau battu en 2016.

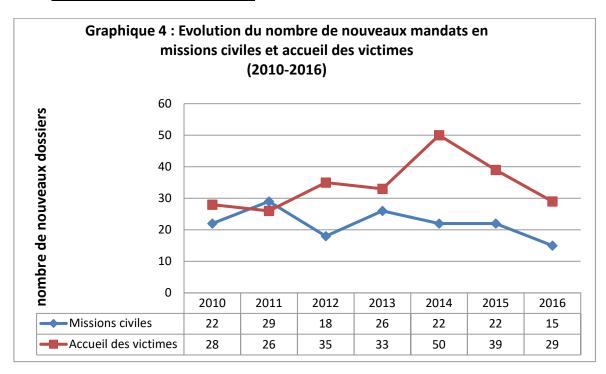
Les chiffres de la surveillance électronique et de la médiation pénale se caractérisent par leur stabilité cette année. L'alternative à la détention préventive et la probation sont, quant à elles, en diminution. Ce qui n'était pas le cas l'an passé.

En ce qui concerne le secteur pénitentiaire, il reste sur l'ensemble de la période globalement stable.

Avec 65% des nouveaux dossiers, les peines de travail autonomes constituent la majorité des mandats de guidance et suivi du Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone pour l'année 2016. C'était déjà le cas en 2015.

3. Missions civiles et accueil des victimes

Evolution générale et par secteurs du nombre de nouveaux mandats en missions civiles et accueil des victimes (2010 – 2016)



Depuis 2010, l'ensemble de mandats en missions civiles et accueil des victimes connait une certaine variabilité.

Les missions civiles sont plutôt stables sur l'ensemble de la période. Ce phénomène est à mettre en parallèle avec les Maisons de Justice francophones, qui ont également connu sur la même période une forte stabilité pour ce genre de demandes.

4. Analyse comparative de la répartition du personnel par fonctions (années 2015 et 2016)

Répartition du personnel par fonction	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Direction	1	1
Administration	1	1
Assistant de Justice	6	7
TOTAL	8	9